

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/009899]

23 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 37, § 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, et l'article 38, § 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 31 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération (ci-après « arrêté du 30 novembre 2006 ») ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2023, modifiant l'arrêté du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération (ci-après « arrêté du 20 décembre 2023 ») ;

Vu le rapport du 25 mars 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 10 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.120/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 12 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis de la S.C.R.L CINERGIE, donné le 18 avril 2024 ;

Considérant l'avis de la S.A. BIOMÉTHANE DU BOIS D'ARNELLE, donné le 10 avril 2024 ;

Considérant l'avis de la S.A. VANHEEDE ENVIRONMENT GROUP, donné le 09 avril 2024 ;

Considérant l'avis de la CWaPE, donné le 17 avril 2024 ;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 25 avril 2024 ;

Considérant que la réforme proposée modifie l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, ci-après, « l'arrêté du 30 novembre 2006 », sur trois aspects différents soit la date d'entrée en vigueur de la méthodologie de calcul, la méthode de calcul du facteur Δgaz et la prise en compte d'économies d'échelles selon le débit d'injection moyen ;

Considérant que la méthode de calcul du facteur Δgaz ne permet pas d'atteindre le revenu cible indexé prévu dans la méthodologie ;

Considérant que le prix de référence du gaz naturel était de 19,16 €/MWh en 2019 lors de l'établissement de la méthodologie et du calcul des paramètres économiques qECO traduisant l'ensemble des coûts liés aux installations d'injection de biométhane ;

Considérant que pour des raisons techniques, liées au processus de production, il n'est pas possible de brider une installation de production de biométhane et il n'est donc pas possible pour les producteurs de strictement respecter leur appartenance à une catégorie basée sur une capacité d'injection ;

Considérant qu'il convient donc de définir la capacité d'injection comme étant le débit de biométhane moyen injecté sur une période comprise entre deux relevés de compteurs pouvant donner lieu à l'octroi de GO gaz SER ;

Considérant que l'article 15^{decies} prévoit un mécanisme de réservation de certificats verts additionnels, il convient de limiter l'octroi de certificats verts à un site de production par l'application d'un seuil au volume d'injection de biométhane, le biométhane injecté au-delà de ce seuil n'étant pas éligible au soutien ;

Considérant la demande de la Fédération des biométhaniseurs agricoles, incluse dans son avis du 15 février 2024, de faire entrer en vigueur à la date du 1^{er} janvier 2024 le champ d'application de l'arrêté du 30 novembre 2006, tel qu'il a été modifié en dernier lieu par l'arrêté du 20 décembre 2023 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le champ d'application visé à l'annexe 14 de l'arrêté du 30 novembre 2006, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du 20 décembre 2023, entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

Art. 2. L'annexe 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2023, est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 14. Méthodologie de calcul du taux d'octroi de certificats verts additionnels pour l'injection de biométhane (article 15^{decies})

1. OBJET

La présente annexe expose la méthodologie de calcul appliquée ainsi que les caractéristiques technico-économiques retenues pour la détermination du taux d'octroi de certificats verts additionnels aux installations de cogénération fossile souhaitant bénéficier de l'article 15*decies* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 via l'utilisation spécifique de Garanties d'Origine gaz SER.

2. TAUX D'OCTROI DES CERTIFICATS VERTS

Le nombre de certificats verts octroyés aux installations de cogénération fossile qui utilisent des Garanties d'Origine gaz SER, qui bénéficient du taux d'octroi de certificats verts additionnels, est déterminé par les formules suivantes :

$$[1] \quad \mathbf{CV} = \mathbf{t_{CV}} \times \mathbf{E_{enp}} \quad [\mathbf{CV}]$$

$$[2] \quad \mathbf{t_{CV}} = \mathbf{\min(\text{plafond} ; t_{CV,\text{régime initial}} + t_{CV,\text{additionnel}})} \quad [\mathbf{CV/MWh_e}]$$

Avec :

E_{enp} l'électricité nette produite (MWh_e), limitée à la première tranche de 20 MWh_e ;

plafond le taux d'octroi maximum défini par l'article 38 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;

$t_{CV, \text{ régime initial}}$ le taux d'octroi applicable selon le régime initial de l'installation de cogénération fossile ;

$t_{CV, \text{ additionnel}}$ le taux d'octroi de certificats verts additionnels, qui se base sur la performance environnementale du gaz issu de renouvelables reprise sur les GO gaz SER utilisés, économie virtuelle supplémentaire de CO₂, la fraction du combustible de l'installation de production d'électricité verte substitué et les conditions de marché.

3. TAUX D'OCTROI DE CERTIFICATS VERTS ADDITIONNELS

Le taux d'octroi de certificats verts additionnels est défini comme suit :

$$[3] \quad \mathbf{t_{CV,\text{additionnel}}} = \mathbf{Gain_{CO_2}} * \mathbf{X_{G\ SER}} * \mathbf{\beta_{n,t}} \quad [\mathbf{CV/MWh_e}]$$

Avec :

$Gain_{CO_2}$, le gain relatif d'émissions de CO₂ du gaz SER par rapport au gaz naturel.

Ce facteur est déterminé comme suit :

$$\mathbf{Gain_{CO_2}} = \left(\frac{\mathbf{N_{GN}} - \mathbf{N_{G\ SER}}}{\mathbf{N_{GN}}} \right) * \left(\frac{\mathbf{\alpha_{e,\text{réf}}}}{\mathbf{\alpha_e}} \right)$$

Avec :

N_{GN} le coefficient d'émission de CO₂ du gaz naturel, soit 251 kg CO₂/MWh_p PCI ;

$N_{G\ SER}$ le coefficient d'émission de CO₂ du gaz issu de source renouvelable, exprimé

en kg CO₂/MWh_p PCI et équivalent au coefficient repris par la Garantie d'Origine gaz SER, exprimé en kg CO₂/MWh_p PCS, sur base d'un rapport $\frac{PCS_{G\ SER}}{PCI_{G\ SER}}$ de 1,111 ;

α_e , réf le rendement électrique de référence d'une centrale au gaz naturel, soit cinquante-cinq pour cent ;

α_c le rendement électrique de l'installation de cogénération fossile utilisant les GO gaz SER.

$X_{G\ SER}$ la fraction de biométhane dans l'énergie entrante de l'installation de cogénération, et correspondant au quotient de l'énergie entrante liée au nombre de Garanties d'Origine gaz SER annulés, par l'énergie entrante totale. Ces deux énergies sont toutes deux exprimées en PCI. Le coefficient $X_{G\ SER}$ est déterminé comme suit :

$$X_{G\ SER} = \frac{N_{GO} * \frac{PCI_{G\ SER}}{PCS_{G\ SER}}}{E_e}$$

Avec :

N_{GO} le nombre de GO gaz SER annulés par le producteur d'électricité verte en vue de bénéficier du taux d'octroi de certificats verts additionnels ;

$PCS_{G\ SER}$ le pouvoir calorifique supérieur du gaz SER ;

$PCI_{G\ SER}$ le pouvoir calorifique inférieur du gaz SER ;

E_e , l'énergie entrante, soit l'ensemble des énergies primaires consommées par l'installation de production d'électricité, établies sur base de leur PCI ;

$B_{n,t}$ le coefficient économique tenant notamment compte des conditions de marché du gaz naturel.

Le coefficient économique $B_{n,t}$ est composé comme suit :

$$\beta_{n,t} = q_{ECO} * \Delta_{gaz,n,t}$$

Avec :

q_{ECO} , facteur économique déterminé par le Gouvernement en fonction de la typologie de l'installation de production de biométhane, du fait qu'elle soit neuve ou qu'elle corresponde à une extension et de sa capacité d'injection, comme suit :

	≤ 750 Nm ³ /h (1)	> 750 Nm ³ /h (1)
Installation neuve (2)	2,6	2,25
Extension d'installation existante (3)	2,6	2,25
TRI, CET, STEP (4)	0	0

(1) Précise le seuil de débit moyen de biométhane. Le débit moyen d'injection de biométhane d'une installation est calculé lors de chaque octroi des GO gaz SER.

Dès lors qu'une installation donnée initialement catégorisée dans la catégorie 0-750 Nm³/h,

voit son débit moyen d'injection de biométhane dépasser le seuil pivot, celle-ci se verra appliquer un q_{ECO} de 0 pour la quantité de gaz mesurée dépassant ce seuil.

Dès lors qu'une installation donnée initialement catégorisée dans la catégorie $> 750 \text{ Nm}^3/\text{h}$, voit son débit moyen d'injection de biométhane être inférieur au seuil pivot, celle-ci se verra appliquer le q_{ECO} prévu pour cette catégorie, c'est-à-dire 2,25, pour l'ensemble de sa production de biométhane.

L'utilisation d'un seuil vise à tenir compte du facteur d'échelle dont bénéficie un projet de taille plus importante, dont le coût de production est supposé inférieur à celui d'un projet de plus petite taille. Le seuil de $750 \text{ Nm}^3/\text{h}$ est fixé.

(2) Une installation neuve est une installation sur le site de laquelle aucun digesteur n'est préexistant et qui en installe un ;

(3) Une installation qui ne répond pas à la définition d'installation neuve est considérée comme une extension d'installation existante.

(4) Les sites de production de biogaz issu de centre d'enfouissement technique, en abrégé CET, de centre de tri ou de traitement de déchets ménagers, en abrégé TRI, et de traitement des eaux usées, en abrégé STEP, ne bénéficient pas du mécanisme d'octroi de certificats verts additionnels défini à l'article 15decies.

$\Delta_{\text{gaz},n,t}$ le facteur déterminé trimestriellement par l'Administration, qui prend en compte la variation du prix *spot day-ahead* du gaz naturel sur le marché. Ce coefficient est déterminé de manière à être égal à 1 en 2019, et ce en fonction d'un prix du gaz naturel de 19,16 EUR/MWh PCS. Lorsque le prix *spot day-ahead* sur le marché du gaz naturel dépasse le prix moyen de 19,16 EUR/MWh PCS, le facteur Δ_{gaz} est amené à réduire le profit total réalisé par le producteur de biométhane, jusqu'à atteindre un profit tiré de l'octroi additionnel de certificats verts nul lorsque le prix *forward* du gaz naturel sur le marché atteint une valeur plafond. A l'inverse, en dessous de cette valeur, le facteur Δ_{gaz} augmente de manière à garantir le niveau de soutien minimum ciblé.

Le facteur $\Delta_{\text{gaz},n,t}$, applicable pour le trimestre t de l'année n , se calcule de la manière suivante

$$\Delta_{\text{gaz},n,t} = \max \left(0; \frac{P_M - ZTP_{\text{Spot},t-1}}{P_{M0} - P_m} \right)$$

Avec :

P_M le prix du gaz naturel à partir duquel il est admis que le producteur de biométhane n'a plus besoin de soutien additionnel pour assurer la rentabilité de son unité de production. Pour 2019, la valeur de ce paramètre (P_{M0}) est fixée à 85 EUR/MWh_{gaz}.

Pour déterminer la valeur actuelle de P_M , il convient d'indexer P_{M0} selon la formule suivante :

$$P_M = P_{M0} \times I$$

Le paramètre d'indexation I se calcule de la manière suivante :

$$I = 0,4 + \left(0,2 \times \frac{ICHT_{n,t-1}}{ICHT_{n0,t0}} \right) + \left(0,2 \times \frac{IPPD_{IND-n,t-1}}{IPPD_{IND-n0,t0}} \right) + \left(0,1 \times \frac{IPPD_{EGVAC-n,t-1}}{IPPD_{EGVAC-n0,t0}} \right) + \left(0,1 \times \frac{IPA_E-n,t-1}{IPA_E-n0,t0} \right)$$

Où :

- $ICHT_{n,t-1}$: correspond à l'indice du coût de la main

d'œuvre dans le secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné en Belgique, publié sur Statbel, pour le trimestre précédent le trimestre t pour lequel le $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ est calculé ;

- $\text{ICHT}_{n0,t0}$: correspond à l'indice du coût de la main d'œuvre dans le secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné en Belgique, publié sur Statbel, au 1^{er} trimestre 2019, c'est-à-dire 97,77 ;
- $\text{IPP}_{\text{IND}-n,t-1}$: correspond à la moyenne des indices des prix à la production de l'industrie, hors construction en Belgique, publié sur Statbel, pour le trimestre précédent le trimestre t pour lequel le $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ est calculé ;
- $\text{IPP}_{\text{IND}-n0,t0}$: correspond à la moyenne des indices des prix à la production de l'industrie, hors construction en Belgique, publié sur Statbel, pour le 1^{er} trimestre 2019, c'est-à-dire 117,87 ;
- $\text{IPPE}_{\text{EGVAC}-n,t-1}$: correspond à la moyenne des indices des prix à la production et à la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné en Belgique, publié sur Statbel, pour le trimestre précédent le trimestre t pour lequel le $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ est calculé ;
- $\text{IPPE}_{\text{EGVAC}-n0,t0}$: correspond à la moyenne des indices des prix à la production et à la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné en Belgique, publié sur Statbel, pour le 1^{er} trimestre 2019, c'est-à-dire 158,3 ;
- $\text{IPA}_{\text{E}-n,t-1}$: correspond à la moyenne des indices mensuels des prix à la production des produits agricoles et en horticoles en Belgique, publié sur Statbel, pour le trimestre précédent le trimestre t pour lequel le $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ est calculé ;
- $\text{IPA}_{\text{E}-n0,t0}$: correspond à la moyenne des indices mensuels des prix à la production des produits agricoles et en horticoles en Belgique, publié sur Statbel, pour le 1^{er} trimestre 2019, c'est-à-dire 112,09 ;

P_m prix de référence du gaz naturel en 2019 lors de la détermination des paramètres économiques de la méthodologie, soit 19,16 EUR/MWh_{gaz} ;

$ZTP_{\text{spot}, t-1}$ moyenne arithmétique des prix *spot day-ahead* (EEX Gas Day Ahead ZTP) de clôture sur le marché SPOT sur le trimestre $t-1$ précédent le trimestre pour lequel le $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ est calculé. Les périodes de référence sont les suivantes : du 1^{er} octobre $n-1$ au 31 décembre $n-1$ pour le 1^{er} trimestre n ; du 1^{er} janvier n au 31 mars n pour le 2^e trimestre n ; du 1^{er} avril n au 30 juin n pour le 3^e trimestre n ; du 1^{er} juillet n au 30 septembre n pour le 4^e trimestre n .

Lorsque la période de production considérée couvre plusieurs trimestres ayant donné lieu à une révision du facteur $\Delta_{\text{gaz},n,t}$, le facteur est appliqué au prorata entre les différents trimestres concernés. ».

Art. 3. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/009899]

23. MAI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung

Die Wallonische Regierung erlässt,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Strommarktes, Artikel 37, Paragraph 1, zuletzt geändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022, und Artikel 38, Paragraph 1, zuletzt geändert durch das Dekret vom 31. Januar 2019;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung (im Folgenden „Erlass vom 30. November 2006“):

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2023 zur Änderung des Erlasses vom 30. November 2006 über die Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung (im Folgenden „Erlass vom 30. November 2006“):

Aufgrund des Berichts vom 25. März 2024, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des Ersuchens um eine Stellungnahme innerhalb von 30 Tagen, das gemäß Artikel 84, Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichtet wurde;

In der Erwägung, dass das Ersuchen um Stellungnahme am 10. April 2024 unter der Nummer 76.120/4 in die Liste der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Abteilung Gesetzgebung vom 12. April 2024, gemäß Artikel 84, Paragraph 5 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

In Erwägung der Stellungnahme der S.C.R.L CINERGIE, abgegeben am 18. April 2024;

In Erwägung der Stellungnahme der S.A. BIOMÉTHANE DU BOIS D'ARNELLE, abgegeben am 10. April 2024;

In Erwägung der Stellungnahme der S.A. VANHEEDE ENVIRONMENT GROUP, abgegeben am 09. April 2024;

In Erwägung der Stellungnahme der CWaPE, abgegeben am 17. April 2024;

In Erwägung der Stellungnahme des Zentrums „Energie“, abgegeben am 25. April 2024;

In der Erwägung, dass die vorgeschlagene Reform den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung von Strom aus erneuerbaren Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung, im Folgenden „Erlass vom 30. November 2006“ genannt, in drei verschiedenen Aspekten ändert, nämlich dem Datum des Inkrafttretens der Berechnungsmethode, der Berechnungsmethode des Faktors ρ_{Gas} und der Berücksichtigung von Skalenerträgen nach der durchschnittlichen Einspeisungsrate;

In der Erwägung, dass die Methode zur Berechnung des Faktors ρ_{Gas} das in der Methodik vorgesehene indexierte Zieleinkommen nicht erreicht;

In der Erwägung, dass der Referenzpreis für Erdgas im Jahr 2019 bei der Festlegung der Methodik und der Berechnung der wirtschaftlichen Parameter q_{ECO} , die alle mit den Anlagen zur Einspeisung von Biomethan verbundenen Kosten widerspiegeln, bei 19,16 €/MWh lag;

In der Erwägung, dass es aus technischen Gründen, die mit dem Produktionsprozess zusammenhängen, nicht möglich ist, eine Anlage zur Erzeugung von Biomethan zu regulieren, und es daher für die Erzeuger nicht möglich ist, ihre Zugehörigkeit zu einer Kategorie, die auf einer Einspeisekapazität beruht, strikt einzuhalten;

In der Erwägung, dass die Einspeisekapazität daher als die durchschnittliche Biomethanmenge definiert werden sollte, die in einem Zeitraum zwischen zwei Zählerablesungen eingespeist wird, die zur Gewährung von GO EE-Gas führen können;

In der Erwägung, dass Artikel 15*decies* einen Mechanismus zur Reservierung zusätzlicher grüner Zertifikate vorsieht, sollte die Vergabe grüner Zertifikate an eine Produktionsstätte durch die Anwendung eines Schwellenwerts auf das Biomethaneinspeisevolumen begrenzt werden, wobei das über diesen Schwellenwert hinaus eingespeiste Biomethan nicht förderfähig ist;

In Erwägung der in der Stellungnahme des Verbands der landwirtschaftlichen Biogaserzeuger vom 15. Februar 2024 enthaltenen Forderung, den Anwendungsbereich des Erlasses vom 30. November 2006, wie er zuletzt durch den Erlass vom 20. Dezember 2023 geändert wurde, zum 1. Januar 2024 in Kraft treten zu lassen;

Auf Vorschlag des Energieministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der in Anhang 14 des Erlasses vom 30. November 2006 genannte Anwendungsbereich, der zuletzt durch den Erlass vom 20. Dezember 2023 geändert wurde, tritt ab dem 1. Januar 2024 in Kraft;

Art. 2 - Anhang 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung von Strom aus erneuerbaren Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung, der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2023 eingefügt wurde, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Anhang 14. Methodik zur Berechnung des Satzes für die Gewährung zusätzlicher grüner Zertifikate für die Einspeisung von Biomethan (Artikel 15*decies*)

1. GEGENSTAND

Der vorliegende Anhang erläutert die Berechnungsmethode und die technisch-wirtschaftlichen Merkmale, die zur Bestimmung des Satzes für die Gewährung zusätzlicher grüner Zertifikate für fossile KWK-Anlagen, die Artikel 15*decies* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die spezifische Verwendung von Herkunftsnachweisen für EE-Gas in Anspruch nehmen möchten, herangezogen wurden.

2. VERGABERATE FÜR GRÜNE ZERTIFIKATE

Die Anzahl der grünen Zertifikate, die an fossile KWK-Anlagen vergeben werden, die EE-Gas-Herkunftsgarantien verwenden, für die der Satz für die Vergabe zusätzlicher grüner Zertifikate gilt, wird nach folgenden Formeln ermittelt:

$$[1] \quad \mathbf{GZ} = \mathbf{t_{GZ}} \times \mathbf{E_{enp}} \quad \mathbf{[GZ]}$$

$$[2] \quad \mathbf{t_{GZ}} = \mathbf{\min(Obergrenze; t_{GZ, \dots \text{ursprüngliche Regelung}} + t_{GZ, \text{zusätzlich}})} \quad \mathbf{[GZ/MWh_e]}$$

Wobei:

E_{enp} erzeugter Nettostrom (MWh_e), begrenzt auf die erste 20-MW_e-Tranche;

Obergrenze der maximale Zuteilungssatz gemäß Artikel 38 des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Strommarkts;

$t_{GZ, \text{ursprüngliche Regelung}}$ der gemäß der ursprünglichen Regelung für die fossile KWK-Anlage geltende Zuteilungssatz;

$t_{GZ, \text{zusätzlich}}$ die Rate für die Vergabe zusätzlicher grüner Zertifikate, die auf der Umweltleistung des erneuerbaren Gases basiert, das auf die verwendeten GO EE-Gas, zusätzliche virtuelle CO₂-Einsparungen, den Anteil des substituierten Brennstoffs der grünen Stromerzeugungsanlage und die Marktbedingungen übertragen wird.

3. VERGABERATE FÜR ZUSÄTZLICHE GRÜNE ZERTIFIKATE

Die Rate für die Vergabe zusätzlicher grüner Zertifikate wird wie folgt definiert:

$$[3] \quad \mathbf{t_{GZ, \text{zusätzlich}}} = \mathbf{Gewinn_{CO_2}} * \mathbf{X_{GEE}} * \mathbf{\beta_{n,t}} \quad \mathbf{[GZ/MWh_e]}$$

Wobei:

$Gewinn_{CO_2}$, der relative Gewinn an CO₂-Emissionen von EE-Gas im Vergleich zu Erdgas.

Dieser Faktor wird wie folgt bestimmt:

$$\mathbf{Gewinn_{CO_2}} = \left(\frac{\mathbf{N_{GN}} - \mathbf{N_{G EE}}}{\mathbf{N_{GN}}} \right) * \left(\frac{\mathbf{\alpha_{e, \text{réf}}}}{\mathbf{\alpha_e}} \right)$$

Wobei:

N_{GN} der CO₂-Emissionskoeffizient von Erdgas, d. h. 251 kg CO₂/MWh_p HW;

$N_{G EE}$ der CO₂-Emissionskoeffizient von Gas aus erneuerbaren Quellen, ausgedrückt in kg CO₂/MWh_p HW und gleichwertig mit dem Koeffizienten, der von der Herkunftsgarantie Gas EE übernommen wird, ausgedrückt in kg CO₂/MWh_p BW, auf der Grundlage eines

Verhältnisses $BW_{G EE}$.
/ $HW_{G EE}$ von 1,111 ;

α_e , réf der elektrische Referenzwirkungsgrad eines erdgasbetriebenen Kraftwerks, d. h. fünfundfünfzig Prozent;

α_e der elektrische Wirkungsgrad der fossilen KWK-Anlage, die die GO EE-Gas verwendet.

$X_{G EE}$ der Biomethananteil in der Eingangsenergie der KWK-Anlage, der dem Quotienten aus der Eingangsenergie, die an die Anzahl der annullierten EE-Gas-Herkunftsgarantien gekoppelt ist, und der gesamten Eingangsenergie entspricht. Diese beiden Energien werden in HW angegeben. Der Koeffizient $X_{G EE}$ wird wie folgt bestimmt:

$$X_{G EE} = \frac{N_{GO} * \frac{HW_{G EE}}{BW_{G EE}}}{E_e}$$

Wobei:

N_{GO} die Anzahl der GO EE-Gas, die der Ökostromproduzent storniert hat, um den Satz für zusätzliche grüne Zertifikate zu erhalten;

$BW_{G EE}$ der obere Heizwert des EE-Gases;

$HW_{G EE}$ der untere Heizwert des EE-Gases;

E_e , die Eingangsenergie, d. h. die Gesamtheit der von der Stromerzeugungsanlage verbrauchten Primärenergieträger, die auf der Grundlage ihres Brennwertes ermittelt wird;

$B_{n,t}$ der Wirtschaftskoeffizient, der insbesondere die Marktbedingungen für Erdgas berücksichtigt.

Der Wirtschaftskoeffizient $B_{n,t}$ setzt sich wie folgt zusammen:

$$\beta_{n,t} = q_{ECO} * \Delta_{Gas,n,t}$$

Wobei:

q_{ECO} , Wirtschaftsfaktor, der von der Regierung in Abhängigkeit von der Typologie der Biomethanproduktionsanlage, der Tatsache, ob es sich um eine neue Anlage oder eine Erweiterung handelt, und ihrer Einspeisekapazität wie folgt festgelegt wird:

	$\leq 750 \text{ Nm}^3/\text{h}$ (1)	$> 750 \text{ Nm}^3/\text{h}$ (1)
Neue Anlage (2)	2,6	2,25
Erweiterung einer bestehenden Anlage (3)	2,6	2,25
TRI, CET, STEP (4)	0	0

(1) Spezifiziert den Schwellenwert für den durchschnittlichen Biomethanfluss. Die durchschnittliche Biomethaneinspeisungsrate einer Anlage wird bei jeder Vergabe von EE-Gas-GOs berechnet.

Sobald bei einer bestimmten Anlage, die ursprünglich in der Kategorie 0-750 Nm^3/h kategorisiert war, die durchschnittliche Biomethaneinspeisung die Hebelschwelle überschreitet, wird auf diese Anlage ein q_{ECO} von 0 für die gemessene Gasmenge angewendet,

die diese Schwelle überschreitet.

Sobald die durchschnittliche Biomethaneinspeisung einer bestimmten Anlage, die ursprünglich in der Kategorie $> 750 \text{ Nm}^3/\text{h}$ kategorisiert war, unter dem Schwellenwert liegt, wird der für diese Kategorie vorgesehene q_{ECO} , d.h. 2,25, auf ihre gesamte Biomethanproduktion angewendet.

Durch die Verwendung eines Schwellenwerts soll der Größenfaktor berücksichtigt werden, von dem ein größeres Projekt profitiert, bei dem angenommen wird, dass seine Produktionskosten niedriger sind als die eines kleineren Projekts. Der Schwellenwert liegt bei $750 \text{ Nm}^3/\text{h}$.

(2) Eine neue Anlage ist eine Anlage, auf deren Gelände noch kein Fermenter vorhanden ist und bei der ein solcher eingerichtet wird;

(3) Eine Anlage, die nicht der Definition einer neuen Anlage entspricht, gilt als Erweiterung einer bestehenden Anlage.

(4) Anlagen zur Erzeugung von Biogas aus technischen Deponien, abgekürzt TDC, aus Sortier- oder Aufbereitungsanlagen für Hausmüll, abgekürzt TRI, und aus Abwasseraufbereitungsanlagen, abgekürzt ARA, kommen nicht in den Genuss des in Artikel 15n festgelegten Mechanismus für die Vergabe zusätzlicher grüner Zertifikate.

$\Delta_{Gas,n,t}$ der vierteljährlich von der Verwaltung festgelegte Faktor, der die Veränderung des *Day-Ahead-Spot*-Preises für Erdgas auf dem Markt berücksichtigt. Dieser Koeffizient wird so festgelegt, dass er im Jahr 2019 bei einem Erdgaspreis von 19,16 EUR/MWh BW gleich 1 ist. Wenn der *Day-Ahead-Spot*-Preis auf dem Erdgasmarkt den Durchschnittspreis von 19,16 EUR/MWh BW übersteigt, wird der Faktor Δ_{Gas} dazu veranlasst, den vom Biomethanproduzenten erzielten Gesamtgewinn zu verringern, bis ein Gewinn aus der zusätzlichen Vergabe grüner Zertifikate von Null erreicht wird, wenn der *Forward*-Preis für Erdgas auf dem Markt einen Höchstwert erreicht. Umgekehrt steigt unterhalb dieses Wertes der Δ_{Gas} -Faktor, um das angestrebte Mindestmaß an Unterstützung zu gewährleisten.

Der Faktor $\Delta_{Gas,n,t}$, der für das Quartal t des Jahres n gilt, wird wie folgt berechnet:

$$\Delta_{Gas,n,t} = \max\left(0; \frac{P_M - ZFP_{Spot,t-1}}{P_{M0} - P_m}\right)$$

Wobei:

P_M der Erdgaspreis, ab dem davon ausgegangen wird, dass der Biomethanproduzent keine zusätzliche Förderung mehr benötigt, um die Rentabilität seiner Produktionseinheit zu gewährleisten. Für 2019 wird der Wert dieses Parameters (P_{M0}) auf 85 EUR/MWh_{Gas} festgelegt.

Um den aktuellen Wert von P_M zu bestimmen, muss P_{M0} nach der folgenden Formel indiziert werden:

$$P_M = P_{M0} \times I$$

Der Indexparameter I berechnet sich wie folgt:

$$I = 0,4 + \left(0,2 \times \frac{ICHT_{n,t-1}}{ICHT_{n0,t0}}\right) + \left(0,2 \times \frac{IPPD_{IND-n,t-1}}{IPPD_{IND-n0,t0}}\right) + \left(0,1 \times \frac{IPPD_{EGVAC-n,t-1}}{IPPD_{EGVAC-n0,t0}}\right) + \left(0,1 \times \frac{IPA_{E-n,t-1}}{IPA_{E-n0,t0}}\right)$$

Wobei:

- $ICHT_{n,t-1}$: entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Index der Arbeitskosten im Bereich der Erzeugung und Verteilung von Strom, Gas, Dampf und Klimaanlage in Belgien für das Quartal vor dem Quartal t , für das der $\Delta_{Gas,n,t}$ berechnet wird;
- $ICHT_{n0,t0}$: entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Index der Arbeitskosten im Bereich der Erzeugung und Verteilung von Strom, Gas, Dampf und klimatisierter Luft in Belgien im 1. Quartal 2019, d. h. 97,77;
- $IPP_{IND-n,t-1}$: entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Durchschnitt der Erzeugerpreisindizes für die Industrie ohne Baugewerbe in Belgien für das Quartal vor dem Quartal t , für das der $\Delta_{Gas,n,t}$ berechnet wird;
- $IPP_{IND-n0,t0}$: entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Durchschnitt der Erzeugerpreisindizes für die Industrie ohne Baugewerbe in Belgien für das 1. Quartal 2019, d. h. 117,87;
- $IPPE_{GVAC-n,t-1}$: entspricht dem Durchschnitt der auf Statbel veröffentlichten Preisindizes für die Erzeugung und Verteilung von Strom, Gas, Dampf und klimatisierter Luft in Belgien für das Quartal vor dem Quartal t , für das der $\Delta_{Gas,n,t}$ berechnet wird;
- $IPPE_{GVAC-n0,t0}$: entspricht dem Durchschnitt der auf Statbel veröffentlichten Preisindizes für die Erzeugung und Verteilung von Strom, Gas, Dampf und klimatisierter Luft in Belgien für das 1. Quartal 2019, d. h. 158,3;
- $IPA_{E-n,t-1}$: entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Durchschnitt der monatlichen Erzeugerpreisindizes für landwirtschaftliche und gartenbauliche Erzeugnisse in Belgien für das Quartal vor dem Quartal t , für das der $\Delta_{Gas,n,t}$ berechnet wird;
- $IPA_{E-n0,t0}$: entspricht dem auf Statbel veröffentlichten Durchschnitt der monatlichen Erzeugerpreisindizes für landwirtschaftliche und gartenbauliche Erzeugnisse in Belgien für das 1. Quartal 2019, d. h. 112,09;

P_m Referenzpreis für Erdgas im Jahr 2019 bei der Bestimmung der wirtschaftlichen Parameter der Methodik, d. h. 19,16 EUR/MWh_{Gas};

$ZTP_{spot, t-1}$ arithmetisches Mittel der *Day-Ahead-Spot*-Preise (EEX Gas Day Ahead ZTP) auf dem SPOT-Markt im Quartal $t-1$, das dem Quartal vorausgeht, für das der $\Delta_{Gas,n,t}$ berechnet wird. Die Referenzzeiträume sind: vom 1. Oktober $n-1$ bis zum 31. Dezember $n-1$ für das erste Quartal n ; vom 1. Januar n bis zum 31. März n für das zweite Quartal n ; vom 1. April n bis zum 30. Juni n für das dritte Quartal n ; vom 1. Juli n bis zum 30. September n für das vierte Quartal n .

Wenn der betrachtete Produktionszeitraum mehrere Quartale umfasst, die zu einer Revision des Faktors $\Delta_{Gas,n,t}$ geführt haben, wird der Faktor anteilig zwischen den verschiedenen betroffenen Quartalen angewendet.

Art. 3 - Der für Energie zuständige Minister ist für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 23. Mai 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/009899]

23 MEI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, de artikelen 37, § 1, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022, en 38, § 1, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2019;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling (hierna "besluit van 30 november 2006");

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2023 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling (hierna "besluit van 20 december 2023");

Gelet op het rapport van 25 maart 2024, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 10 april 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.120/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 12 april 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "S.C.R.L CINERGIE", gegeven op 18 april 2024;

Gelet op het advies van de "S.A. BIOMETHANE DU BOIS D'ARNELLE", gegeven op 10 april 2024;

Gelet op het advies van de "S.A. VANHEEDE ENVIRONMENT GROUP", gegeven op 9 april 2024;

Gelet op het advies van de "CWaPE", gegeven op 17 april 2024;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 25 april 2024;

Overwegende dat de voorgestelde hervorming het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, hierna "besluit van 30 november 2006" genoemd, op drie verschillende punten wijzigt, namelijk de datum van inwerkingtreding van de berekeningsmethode, de methode voor de berekening van de γ -gasfactor en het in aanmerking nemen van schaalvoordelen volgens de gemiddelde injectiesnelheid;

Overwegende dat de methode voor de berekening van de γ -gaz-factor het niet mogelijk maakt het geïndexeerde streefinkomen te bereiken waarin de methodologie voorziet ;

Overwegende dat de referentieprijis voor aardgas €19,16/MWh bedroeg in 2019, toen de methodologie werd vastgesteld en de economische parameters qECO die alle kosten in verband met biomethaaninjectiefaciliteiten weerspiegelen, werden berekend;

Overwegende dat het niet mogelijk is, om technische redenen gebonden aan het productieproces, om een installatie voor de productie van biomethaan te belemmeren, en het daarom niet mogelijk is voor producenten hun behoren tot een categorie die gebaseerd is op een injectiecapaciteit strikt te respecteren;

Overwegende dat de injectiecapaciteit worden gedefinieerd als het gemiddelde debiet biomethaan die wordt geïnjecteerd in een periode tussen twee meterstanden die aanleiding kunnen geven tot de toekenning van Garanties van Oorsprong gassen uit HEB;

Overwegende dat aangezien artikel 15^{decies} voorziet in een mechanisme om extra groene certificaten te reserveren, de toekenning van groene certificaten aan een productielocatie moet worden beperkt door een drempel toe te passen op het geïnjecteerde volume biomethaan, waarbij biomethaan dat boven deze drempel wordt geïnjecteerd niet in aanmerking komt;

Gelet op het verzoek van de "Fédération des biométhaniseurs agricoles", opgenomen in haar advies van 15 februari 2024, om het toepassingsgebied van het besluit van 30 november 2006, zoals laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 20 december 2023, in werking te laten treden op 1 januari 2024;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het toepassingsgebied bedoeld in bijlage 14 bij het besluit van 30 november 2006, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 20 december 2023, treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 2. Bijlage 14 bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2023, wordt vervangen als volgt:

"Bijlage 14. Berekeningsmethode van het toekenningspercentage voor bijkomende groene certificaten voor de injectie van biomethaan (artikel 15^{decies})

1. DOEL

Deze bijlage beschrijft de toegepaste berekeningsmethode en de technische en economische kenmerken die worden gebruikt om het percentage te bepalen waarmee bijkomende groene certificaten zullen worden toegekend aan fossielgestookte warmtekrachtkoppelingsinstallaties die in aanmerking wensen te komen voor artikel 15*decies* van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 via het specifieke gebruik van de Garanties van Oorsprong voor gasen uit HEB (gasen uit hernieuwbare energiebronnen).

2. TOEKENNINGSPERCENTAGE VOOR GROENE CERTIFICATEN

Het aantal groene certificaten dat wordt toegekend aan fossiele warmtekrachtkoppelingsinstallaties die gebruik maken van garanties van oorsprong voor gasen uit HEB-gasen, en die het toekenningspercentage voor groene certificaten genieten, wordt bepaald aan de hand van de volgende formules:

$$[1] \quad CV = t_{CV} \times E_{\text{enp}} \quad [CV]$$

$$[2] \quad t_{CV} = \min(\text{plafond} ; t_{CV,\text{régime initial}} + t_{CV,\text{additionnel}}) \quad [CV/MWhe]$$

Met:

E_{enp} : geproduceerde netto-elektriciteit uitgedrukt in MWu_e , beperkt tot de eerste schijf van 20 MW_e ;

plafond: het maximum toekenningspercentage vastgesteld bij artikel 38 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

$t_{CV, \text{ oorspronkelijke regeling}}$: toekenningspercentage dat volgens de oorspronkelijke regeling van de installatie voor warmtekrachtkoppeling van toepassing is;

$t_{CV, \text{ bijkomend}}$: het toekenningspercentage voor bijkomende groene certificaten, op basis van de milieuprestatie van het gas uit HEB afgenomen van de gebruikte garanties van oorsprong gasen uit HEB, wat een extra virtuele besparing van CO_2 impliceert, de fractie van de vervangen brandstof van de installatie voor de productie van groene elektriciteit en de marktvoorwaarden;

3. TOEKENNINGSPERCENTAGE VOOR BIJKOMENDE GROENE CERTIFICATEN

Het toekenningspercentage voor bijkomende groene certificaten wordt bepaald als volgt:

$$[3] \quad t_{CV,\text{additionnel}} = \text{Gain}_{CO_2} * X_{G \text{ SER}} * \beta_{n,t} \quad [CV/MWhe]$$

Met :

CO_2 Winst: de relatieve winst in CO_2 -emissies van gas uit HEB in verhouding tot aardgas.

Deze factor wordt vastgesteld als volgt:

$$\text{Gain}_{CO_2} = \left(\frac{N_{GN} - N_{G \text{ SER}}}{N_{GN}} \right) * \left(\frac{\alpha_{e,\text{réf}}}{\alpha_e} \right)$$

Met :

N_{GN} : de CO_2 -emissiecoëfficiënt van aardgas, namelijk tweehonderdeenenvijftig $kg \text{ CO}_2/MWh_p \text{ PCI}$;

$N_{G\ SER}$: de CO₂-emissiecoëfficiënt van gas uit hernieuwbare bronnen, uitgedrukt in kg CO₂/MWh_p PCI en gelijkwaardig aan de coëfficiënt opgenomen op de garantie van oorsprong van gasen uit hernieuwbare energiebronnen, uitgedrukt in kg CO₂/MWh_p PCS, op basis van een $PCS_{G\ SER}$ / $PCI_{G\ SER}$ -ratio van 1,111;

α_e , réf het elektrische referentierendement van een aardgascentrale, namelijk vijftien procent;

α_e het elektrische rendement van de installatie voor fossiele warmtekrachtkoppeling die de GO gas uit HEB gebruikt;

$X_{G\ SER}$ de fractie biomethaan in de inkomende energie van de installatie voor warmtekrachtkoppeling, die overeenkomt met het quotiënt van de inkomende energie gekoppeld aan het aantal geannuleerde garanties van oorsprong van gasen uit hernieuwbare energiebronnen, door de totale inkomende energie. Deze twee energieën worden beide uitgedrukt in PCI. De $X_{G\ SER}$ -coëfficiënt wordt vastgesteld als volgt:

$$X_{G\ SER} = \frac{N_{GO} * \frac{PCI_{G\ SER}}{PCS_{G\ SER}}}{E_e}$$

Met :

N_{GO} het aantal GO gas uit HEB dat door de producent van groene elektriciteit is geannuleerd om in aanmerking te kunnen komen voor het toekenningspercentage voor bijkomende groene certificaten;

$PCS_{G\ SER}$ de calorische bovenwaarde van het gas uit HEB;

$PCI_{G\ SER}$: de calorische onderwaarde van het gas uit HEB;

E_e , de binnenkomende energie, namelijk het geheel van de primaire energieën die door de installatie voor elektriciteitsproductie wordt verbruikt, vastgelegd op basis van hun PCI;

$\beta_{n,t}$ de economische coëfficiënt die rekening houdt met de marktvoorwaarden voor aardgas.

De economische coëfficiënt $\beta_{n,t}$ wordt samengesteld als volgt:

$$\beta_{n,t} = q_{ECO} * \Delta_{gaz,n,t}$$

Met:

q_{ECO} , de economische factor die door de Regering wordt bepaald op basis van het type biomethaanproductie-installatie, of het om een nieuwe installatie of een uitbreiding gaat, en de injectiecapaciteit ervan, en wel als volgt:

	≤ 750 Nm ³ /h (1)	> 750 Nm ³ /h (1)
Nieuwe installatie (2)	2,6	2,25
Uitbreiding van bestaande installatie (3)	2,6	2,25
SORTEERCENTRUM OF BEHANDELINGSINSTALLATIE VOOR HUISHOUELIJK AFVAL, CENTRUM VOOR TECHNISCHE	0	0

INGRAVING, AFVALWATERZUIVERINGSSTA TION (4)		
--	--	--

(1) *Bepaalt de drempel voor het gemiddelde debiet van biomethaan. De gemiddelde biomethaaninjectie voor een installatie wordt berekend telkens wanneer garanties van oorsprong voor gas uit HEB worden toegekend.*

Zodra de gemiddelde biomethaaninjectie de drempelwaarde overschrijdt voor een specifieke installatie die oorspronkelijk was ingedeeld in de categorie 0-750 Nm³/h, wordt op deze installatie een q_{ECO} van 0 toegepast voor de gemeten hoeveelheid gas die deze drempel overschrijdt.

Zodra de gemiddelde biomethaaninjectie van een bepaalde installatie die aanvankelijk was ingedeeld in de categorie > 750 Nm³/u onder de drempelwaarde ligt, wordt de voor deze categorie voorziene q_{ECO}, d.w.z. 2,25, toegepast op de totale biomethaanproductie.

Het doel van het gebruik van een drempel is rekening te houden met de schaalfactor van een groter project, waarvan wordt aangenomen dat de productiekosten lager zijn dan die van een kleiner project. De drempel van 750Nm³/h is ingesteld.

(2) *Een nieuwe installatie is een installatie die nog geen vergister heeft en er een aan het installeren is*

(3) *Een installatie die niet voldoet aan de definitie van een nieuwe installatie wordt beschouwd als een uitbreiding van een bestaande installatie.*

(4) *Installaties die biogas produceren uit centra voor technische ingravering, sorteercentra of behandelingsinstallaties voor huishoudelijk afval en afvalwaterzuiveringsstations komen niet in aanmerking voor het mechanisme voor de toekenning van bijkomende groene certificaten bepaald in artikel 15decies.*

$\Delta_{\text{gaz},n,t}$ de factor die elk kwartaal door de Administratie wordt bepaald en die rekening houdt met met wijzigingen in de *day-ahead spotprijs* van aardgas op de markt. Deze coëfficiënt is vastgesteld op 1 in 2019, op basis van een aardgasprijs van 19,16 EUR/MWh HCV.. Wanneer de *day-ahead spotprijs* voor aardgas de gemiddelde prijs van 19,16 EUR/MWh PCS overschrijdt, wordt de Δ_{gaz} -factor gebruikt om de totale winst van de biomethaanproducent te verminderen, totdat de winst uit de bijkomende toekenning van groene certificaten nul wordt wanneer de *forward*-prijs van aardgas op de markt een plafondwaarde bereikt. Onder deze waarde neemt de Δ_{gaz} -factor integendeel toe om het beoogde minimumsteunniveau te garanderen.

De factor $\Delta_{\text{gaz},n,t}$, van toepassing op kwartaal t van jaar n , wordt als volgt berekend:

$$\Delta_{\text{gaz},n,t} = \max \left(0; \frac{P_M - ZTP_{\text{Spot},t-1}}{P_{M0} - P_m} \right)$$

Met:

P_M de prijs van aardgas waarvan wordt aangenomen dat de producent van biomethaan niet langer aanvullende steun nodig heeft om de rentabiliteit van zijn productie-eenheid te waarborgen. Voor 2019 is de waarde van deze parameter P_{M0} vastgesteld op 85 EUR/MWh_{gas}.

Om de huidige waarde van P_M te bepalen, moet P_{M0} geïndexeerd worden volgens de volgende formule:

$$P_M = P_{M0} \times I$$

De indexeringsparameter I wordt als volgt berekend:

$$I = 0,4 + \left(0,2 \times \frac{ICHT_{n,t-1}}{ICHT_{n0,t0}}\right) + \left(0,2 \times \frac{IPP_{IND-n,t-1}}{IPP_{IND-n0,t0}}\right) + \left(0,1 \times \frac{IPPD_{EGVAC-n,t-1}}{IPPD_{EGVAC-n0,t0}}\right) + \left(0,1 \times \frac{IPA_{E-n,t-1}}{IPA_{E-n0,t0}}\right)$$

Waarbij :

- $ICHT_{n,t-1}$ overeenkomt met de loonkostenindex in de sector van de productie en distributie van elektriciteit, gas, stoom en airconditioning in België, gepubliceerd op Statbel, voor het kwartaal voorafgaand aan kwartaal t waarvoor de $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ wordt berekend;
- $ICHT_{n0,t0}$ overeenkomt met de loonkostenindex in de sector van de productie en distributie van elektriciteit, gas, stoom en airconditioning in België, gepubliceerd op Statbel, in het 1e kwartaal van 2019, namelijk 97,77;
- $IPP_{IND-n,t-1}$ overeenkomt met het gemiddelde van de indexcijfers van de producentenprijzen voor de industrie exclusief bouwnijverheid in België, gepubliceerd op Statbel, voor het kwartaal voorafgaand aan kwartaal t waarvoor de $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ wordt berekend;
- $IPP_{IND-n0,t0}$ overeenkomt met het gemiddelde van de indexcijfers van de producentenprijzen voor de industrie exclusief bouwnijverheid in België, gepubliceerd op Statbel, voor het 1e kwartaal van 2019, namelijk 117,87;
- $IPPD_{EGVAC-n,t-1}$ overeenkomt met het gemiddelde van de indexcijfers voor de productie en distributie van elektriciteit, gas, stoom en airconditioning in België, gepubliceerd op Statbel, voor het kwartaal voorafgaand aan kwartaal t waarvoor de $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ wordt berekend;
- $IPPD_{EGVAC-n0,t0}$ overeenkomt met het gemiddelde van de indexcijfers voor de productie en distributie van elektriciteit, gas, stoom en airconditioning in België, gepubliceerd op Statbel, voor het 1e kwartaal van 2019, namelijk 158,3;
- $IPA_{E-n,t-1}$ overeenkomt met het gemiddelde van de maandelijkse indexcijfers van de producentenprijzen van land- en tuinbouwproducten in België, gepubliceerd op Statbel, voor het kwartaal voorafgaand aan kwartaal t waarvoor de $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ wordt berekend;
- $IPA_{E-n0,t0}$ overeenkomt met het gemiddelde van de maandelijkse indexcijfers van de producentenprijzen van land- en tuinbouwproducten in België, gepubliceerd op Statbel, voor het 1e kwartaal van 2019, namelijk 112,09;

P_m aardgasreferentieprijs in 2019 bij het bepalen van de economische parameters van de methodologie, d.w.z. 19,16 EUR/MWh_{gas};

$ZTP_{\text{spot}, t-1}$ het rekenkundig gemiddelde van de slotkoers day-ahead spotprijzen (EEX Gas Day Ahead ZTP) op de SPOT-markt over het kwartaal $t-1$ voorafgaand aan het kwartaal waarvoor de $\Delta_{\text{gaz},n,t}$ wordt berekend. De referentieperioden zijn als volgt: van 1^{er} oktober $n-1$ tot en met 31 december $n-1$ voor het eerste kwartaal n ; van 1 januari n tot en met 31 maart n voor het tweede kwartaal n ; van 1 april n tot en met 30 juni n voor het derde kwartaal n ; van 1 juli n tot en met 30 september n voor het vierde kwartaal n .

Wanneer de beschouwde productieperiode verschillende kwartalen omvat die aanleiding hebben gegeven tot een herziening van de factor $\Delta_{\text{gaz},n,t}$, wordt de factor pro rata tussen de verschillende betrokken kwartalen toegepast. "

Art. 3. De Minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 mei 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY